Culture et service public culturel,

les priorités pour la démocratie et l'avenir

Depuis des années la CGT et notamment la CGT-Culture portent l'idée que la Culture et le service public culturel sont des priorités incontournables pour la démocratie et l'avenir.
Dans cette dernière année compliquée, nous sommes parvenus à faire entendre nos revendications sur la démocratie culturelle et les droits culturels. Un premier pas a été franchi avec la création au ministère de la Culture d'une délégation générale à la transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle.

La création de cette nouvelle délégation incarne en effet l'espoir d'un changement de paradigme indispensable à la refondation des politiques publiques culturelles.

Cette avancée, qui mérite maintenant d'être déployée pleinement à partir des initiatives et des expériences de terrain, et des attentes renouvelées de nos concitoyens, nous a également conduit à interroger la question centrale des solidarités internationales.

Faire des droits culturels un enjeu essentiel de progrès social conduit immanquablement à imaginer une démarche programmatique fondée sur la dignité des travailleurs de la culture et la conquête de nouveaux droits. Dans un monde en proie à la multiplication et à la globalisation des crises, il nous a semblé indispensable d'actionner simultanément deux leviers convergents : la recherche partagée d'une alternative durable et responsable au modèle économique dominant ; l'ambition d'inventer de manière participative un nouveau modèle de développement culturel et social.
C'est bien à partir de ce postulat de départ que nous entendions prendre toute notre part à la transformation des politiques culturelles et à l'essor d'une démocratie culturelle au plan européen et international.
Aussi, avons-nous engagé une réflexion et un travail revigorants et fructueux avec la FP CGIL MiBACT (Italie) et le PCS Culture Group (Royaume-Uni). Ces échanges ont abouti à une première déclaration commune publiée le 27 octobre 2020.

Lien vers la déclaration : https://www.cgt-culture.fr/cgt-cgil-pcs-culture-et-service-public-culturel-nos-priorites-pour-la-democratie-et-lavenir-17694/

Cette déclaration a permis de sensibiliser d'autres syndicats européens à ces enjeux et avec le soutien de notre fédération - l'Union Fédérale des Syndicats de l'Etat (UFSE-CGT) -, la Fédération Syndicale Européenne de la Fonction Publique (FSEFP) a publié le 28 avril dernier une déclaration sur la place et le rôle des travailleurs culturels dans le développement de la démocratie et sur la gravité de la crise frappant durement les secteurs liés aux activités culturelles.

Celle-ci se place aux côtés des travailleuses et travailleurs de la Culture en général et de celles et ceux du Service public culturel en particulier.
Elle appelle les gouvernements non seulement à créer les conditions de développement de la démocratie culturelle et de la liberté de création mais aussi à garantir une allocation de moyens humains et budgétaires à la hauteur d'un Service public culturel fort.

Lien vers la déclaration : https://www.cgt-culture.fr/les-travailleurs-de-lart-et-de-la-culture-sont-essentiels-a-une-societe-plus-juste-18536/

Par ailleurs, nous nous félicitons que nos travaux en commun avec la FP CGIL MiBACT et le PCS Culture Group aient favorisé la publication par le PSI (Union internationale des syndicats des services publics) d'un manifeste concernant les travailleuses et les travailleurs de la culture.

La CGT-Culture a signé ce manifeste qui recouvre en grande partie les revendications qu'elle porte depuis des années, et tout particulièrement celles concernant la promotion de la démocratie culturelle et la défense des libertés fondamentales, celles relatives aux emplois et aux moyens, à la place et au rôle du Service public culturel, à la démocratie sociale, au refus de la marchandisation de la culture, au droit au travail, aux droits des travailleurs et à la lutte contre toute forme de précarité.

Lien vers le manifeste : https://publicservices.international/campaigns/signez-le-manifeste-pour-les-travailleurs-et-travailleuses-de-la-culture-?id=11698&lang=fr

Nous sommes convaincus que notre lutte contre les modèles de marchandisation de la culture, contre le consumérisme culturel et pour un Service public culturel fort doit dépasser les frontières et acquérir une dimension de lutte internationale pour la défense de toutes les travailleuses et travailleurs de la Culture. Cette lutte pleinement ancrée dans les réalités actuelles s'inscrit dans la longue tradition et la trajectoire des luttes internationales et solidaires des travailleurs.

Paris, le 5 août 2021